



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

## ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté préfectoral de mise en demeure**

**N° DCL-BRENV-2021-139-1**

**Société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT**

**Siège administratif :**

(SIRET : 653 820 530 00018 )  
LA GUERRE  
14540 CASTINE-EN-PLAINE

**Site d'exploitation :**

(SIRET : **653 820 530 00737**)  
ZI Les Bruyères  
13 rue Ampère  
71000 MÂCON

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6 ; L.171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.514-5, R.181-46 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08-06245 du 9 décembre 2008 modifié ;

**VU** les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé qui prescrivent les valeurs limites d'émergences et les niveaux limites de bruit ne devant pas être dépassés en limite de propriété ;

**VU** l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé qui stipule notamment que « l'exploitant dispose à minima [...] de robinets d'incendie armés [...] » ;

**VU** le rapport du 09/03/2020 relatif à une campagne de mesure des niveaux sonores réalisée le 4 mars 2020 sur site ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 26 avril 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 17 mars 2021, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'absence de R.I.A. ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport du 09/03/2020 susvisé – remis lors de la visite - relatif à la campagne de mesure des niveaux sonores réalisée le 4 mars 2020, fait état des non-conformités suivantes :

- dépassement en limites de propriété côté ouest et sud pour les points P2, P3 int et P4 int (définis en annexe à l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 modifié) ;

Points	Niv. de bruit mesuré en dB(A)	Niv. Maximum réglementaire en dB(A)
P2	56,5	53
P3 int	65	56
P4 int	77	70

- des dépassements forts d'émergence au niveau des riverains coté sud (point P5 défini en annexe à l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 modifié) : 11,5 dB(A) d'émergence pour une limite à 5 dB(A). ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les articles 6.2.1, 6.2.2 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dont le siège social est situé **LA GUERRE, 14540 CASTINE-EN-PLAINE**, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite 13 rue Ampère à Mâcon, de respecter :

- (1) les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé, en :
  - fournissant des propositions de mise en conformité avec l'appui d'un bureau d'études spécialisées en acoustique dans un délai de 3 mois. Cette proposition devra être accompagnée de justifications basées sur des modélisations acoustiques réalisées par un bureau d'étude spécialisé en acoustique ;
  - transmettant le ou les bons de commande pour la réalisation des travaux de mise en conformité dans un délai de 5 mois ;
  - transmettant un échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité dans un délai de 6 mois ;
  - réalisant les travaux de mise en conformité dans un délai de 17 mois ;
  - le retour à la conformité devra être justifié par la réalisation de nouvelles mesures de la situation acoustique dans un délai de 18 mois.
- (2) l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé en :
  - transmettant une étude de mise en place des R.I.A. sur site comportant le plan de positionnement des R.I.A., la copie des commandes effectuées pour la réalisation des travaux et un planning de travaux, dans un délai de 2 mois ;
  - mettant en place les R.I.A. dans un délai de 8 mois.

Les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

### Article 2 – Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 – Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 – notification et publicité**

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est affichée à la Mairie de Mâcon pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Mâcon.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>).

**Article 6 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de la commune de Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie leur sera faite.

Fait à Mâcon, le **19 MAI 2021**

Le préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT

